

**Ordonnance  
sur l'Institut fédéral des hautes études en  
formation professionnelle  
(Ordonnance sur l'IFFP)**

du 14 septembre 2005 (Etat le 1<sup>er</sup> janvier 2013)

---

*Le Conseil fédéral suisse,*

vu l'art. 48, al. 4 de la loi fédérale du 13 décembre 2002 sur la formation professionnelle (LFPr)<sup>1</sup>,

*arrête:*

## **Chapitre 1 Dispositions générales**

### **Art. 1**           Objet

La présente ordonnance règle les activités, l'organisation et le financement de l'Institut fédéral des hautes études en formation professionnelle (institut).

### **Art. 2**           Forme juridique

<sup>1</sup> L'institut est un établissement de droit public de la Confédération, doté de la personnalité juridique et ayant son siège à Berne.

<sup>2</sup> Il est autonome dans son organisation et sa gestion; il tient sa propre comptabilité.

<sup>3</sup> L'institut est géré selon les principes de l'économie d'entreprise.

### **Art. 3**           Tâches et conditions générales

<sup>1</sup> L'institut est le centre de compétences de la Confédération pour l'enseignement et la recherche dans les domaines de la formation professionnelle, de la pédagogie professionnelle et du développement professionnel.

<sup>2</sup> Il offre des prestations par l'intermédiaire de ses trois instituts régionaux sis en Suisse romande, en Suisse alémanique et en Suisse italienne.

**Art. 4**           Coopération

L'institut collabore avec les hautes écoles en Suisse et à l'étranger, avec le Secrétariat d'Etat à la formation, à la recherche et à l'innovation<sup>2</sup> ainsi qu'avec d'autres autorités, institutions et organisations actives dans la formation professionnelle.

**Art. 5**           Activités annexes à but lucratif

<sup>1</sup> L'institut peut fournir des prestations à des tiers aux conditions du marché pour autant que ces prestations soient étroitement liées aux tâches qui lui sont confiées et qu'elles ne compromettent pas l'exécution de ces dernières.

<sup>2</sup> Il doit organiser sa comptabilité de sorte que les coûts et les recettes de chaque prestation apparaissent clairement. Les activités annexes à but lucratif ne peuvent faire l'objet d'un subventionnement croisé.

<sup>3</sup> Il est soumis, dans le domaine des activités annexes à but lucratif, aux mêmes prescriptions en matière de droit de la concurrence que les prestataires privés.

**Chapitre 2 Offres de formation****Art. 6**           Filières d'études sanctionnées par un diplôme

<sup>1</sup> L'institut offre des filières d'études sanctionnées par un diplôme aux étudiants titulaires d'un diplôme d'une haute école ou d'un diplôme obtenu au terme d'une formation professionnelle supérieure visée au chap. 3 de la LFPr.

<sup>2</sup> La filière d'études sanctionnée par un diplôme équivaut à 60 crédits ECTS conformément aux directives de Bologne du 4 décembre 2003<sup>3</sup>. Les diplômes donnent à leur titulaire le droit de porter les titres suivants:

- a.   enseignant de la formation professionnelle diplômé;
- b.   enseignant d'école supérieure diplômé.

**Art. 7**           Filière master

<sup>1</sup> L'institut offre une filière master aux étudiants titulaires d'un diplôme d'une haute école.

<sup>2</sup> La filière master équivaut à un nombre de crédits ECTS compris entre 90 à 120 selon les directives de Bologne du 4 décembre 2003<sup>4</sup>. Le diplôme donne à son titulaire le droit de porter le titre de «Master of Science en formation professionnelle».

<sup>3</sup> L'institut fait accréditer la filière master.

<sup>2</sup> La désignation de l'unité administrative a été adaptée au 1<sup>er</sup> janv. 2013 en application de l'art. 16 al. 3 de l'O du 17 nov. 2004 sur les publications officielles (RS 170.512.1). Il a été tenu compte de cette mod. dans tout le texte.

<sup>3</sup> RS 414.205.1

<sup>4</sup> RS 414.205.1

**Art. 8** Autres offres de formation et de formation continue

Le conseil de l'institut règle les autres offres de formation, les offres de formation continue ainsi que les dénominations des titres décernés.

**Art. 9<sup>5</sup>** Règlement relatif aux offres de formation

Le conseil de l'institut établit un règlement régissant les études, le contrôle des prestations et les examens.

**Chapitre 3 Organisation****Art. 10** Organes

<sup>1</sup> L'institut<sup>6</sup> comprend les organes suivants:

- a. le conseil de l'institut;
- b. le directeur;
- c. l'organe de révision.

<sup>2</sup> L'autorité de nomination peut, pour des raisons majeures, révoquer un organe ou l'un des membres d'un organe.<sup>7</sup>

**Art. 11<sup>8</sup>** Conseil de l'institut

<sup>1</sup> Le conseil de l'institut se compose de neuf membres ayant qualité d'experts.

<sup>2</sup> Le Conseil fédéral nomme les membres pour une durée de quatre ans. Les membres du conseil de l'institut peuvent être reconduits à deux reprises dans leurs fonctions.

<sup>3</sup> Le Conseil fédéral nomme le président et le vice-président.

<sup>4</sup> Le conseil de l'institut préserve les intérêts de l'IFFP. Ses membres ne participent pas aux décisions qui les concernent directement ou qui concernent une personne proche. Si des conflits d'intérêts perdurent, ils renoncent à leurs fonctions.

<sup>5</sup> Le Conseil fédéral fixe, lors de la nomination des membres du conseil, les salaires de base, les indemnités journalières et les autres indemnités.

<sup>6</sup> Le conseil de l'institut est chargé des tâches suivantes:

- a. définir la stratégie de l'institut dans le cadre des directives données par le Conseil fédéral;

<sup>5</sup> RO 2011 1369

<sup>6</sup> Nouvelle expression selon le ch. II 6 de l'O du 21 mai 2008 modifiant le droit fédéral à la suite du changement de régime de prévoyance de PUBLICA, en vigueur depuis le 1<sup>er</sup> juil. 2008 (RO 2008 2181).

<sup>7</sup> Nouvelle teneur selon le ch. I de l'O du 11 nov. 2009, en vigueur depuis le 1<sup>er</sup> janv. 2010 (RO 2009 5933).

<sup>8</sup> Nouvelle teneur selon le ch. I de l'O du 11 nov. 2009, en vigueur depuis le 1<sup>er</sup> janv. 2010 (RO 2009 5933).

- b. représenter l'institut auprès du Département fédéral de l'économie, de la formation et de la recherche (DEFER)<sup>9</sup> et des autorités fédérales;
- c. définir les objectifs stratégiques, rédiger le rapport annuel sur la réalisation de ces objectifs et établir les comptes annuels;
- d. établir les comptes annuels et le rapport de gestion, et les publier après approbation du Conseil fédéral;
- e. édicter le règlement interne;
- f. fixer dans un autre règlement l'organisation de l'institut ainsi que la composition et les tâches de la direction de ce dernier;
- g. édicter des dispositions d'exécution relatives à la comptabilité sous réserve de l'approbation du Conseil fédéral;
- h. nommer le directeur, sous réserve de l'approbation du Conseil fédéral;
- i. nommer, à la requête du directeur, les autres membres de la direction de l'institut;
- j. exécuter d'autres tâches conformément aux prescriptions du règlement interne.

<sup>7</sup> Il est en outre chargé des tâches définies aux art. 9, 15, 16, 18a, 21, 26, 33 et 34.

## **Art. 12** Directeur

<sup>1</sup> Le directeur est subordonné au conseil de l'institut et prend part à ses séances avec voix consultative.

<sup>1bis</sup> Il préserve les intérêts de l'institut. Il ne participe pas aux décisions qui le concernent directement ou qui concernent une personne proche.<sup>10</sup>

<sup>2</sup> Le directeur est chargé des tâches suivantes:

- a. organiser et diriger l'institut;
- b. engager le personnel dans les cas où cela n'est pas de la compétence du conseil de l'institut.

<sup>3</sup> Sont de la compétence du directeur toutes les tâches qui ne sont pas attribuées à un autre organe.

## **Art. 13**<sup>11</sup> Organe de révision

<sup>1</sup> Le Conseil fédéral nomme l'organe de révision. Il peut le révoquer.

<sup>9</sup> La désignation de l'unité administrative a été adaptée au 1<sup>er</sup> janv. 2013 en application de l'art. 16 al. 3 de l'O du 17 nov. 2004 sur les publications officielles (RS 170.512.1). Il a été tenu compte de cette mod. dans tout le texte.

<sup>10</sup> Introduit par le ch. I de l'O du 11 nov. 2009, en vigueur depuis le 1<sup>er</sup> janv. 2010 (RO 2009 5933).

<sup>11</sup> Nouvelle teneur selon le ch. I de l'O du 11 nov. 2009, en vigueur depuis le 1<sup>er</sup> janv. 2010 (RO 2009 5933).

<sup>2</sup> L'organe de révision rend compte du résultat de son contrôle au conseil de l'institut et au Conseil fédéral.

<sup>3</sup> Le Conseil fédéral peut faire vérifier des faits particuliers par l'organe de révision.

<sup>4</sup> S'appliquent en outre par analogie:

- a. les dispositions du droit de la société anonyme sur le contrôle ordinaire, en ce qui concerne les attributions de l'organe de révision et son indépendance;
- b. les dispositions du droit de la société anonyme relatives aux sociétés ouvertes au public, en ce qui concerne les exigences imposées à l'organe de révision.

## Chapitre 4

### Groupes de personnes affiliées à l'institut et activités de ces personnes

#### Section 1 Dispositions générales

##### Art. 14 Groupes de personnes affiliées à l'institut

Par groupes de personnes affiliées à l'institut on entend les groupes de personnes suivants:

- a. les membres de la direction de l'institut;
- b. les enseignants<sup>12</sup>;
- c. les chargés de cours;
- d. les collaborateurs scientifiques;
- e. le personnel administratif et le personnel technique;
- f. les étudiants.

##### Art. 15 Assemblée de l'institut

<sup>1</sup> L'assemblée de l'institut comprend un nombre paritaire de représentants de chacun des groupes de personnes affiliées à l'institut. Chacun de ces groupes élit ses propres représentants. On veillera à une représentation équitable des régions linguistiques et des sexes.

<sup>2</sup> Le conseil de l'institut consulte l'assemblée de l'institut avant de prendre des décisions d'intérêt général pour ce dernier.

##### Art. 16 Rapports de travail et engagements contractuels

<sup>1</sup> Les rapports de travail au sein de l'institut sont régis:

- a. par la loi du 24 mars 2000 sur le personnel de la Confédération (LPers)<sup>13</sup>;

<sup>12</sup> Selon l'erratum publié au RO 2006 4867, il a été tenu compte de cette mod. dans tout le texte.

<sup>13</sup> RS 172.220.1

- b. par les dispositions d'exécution de la LPers, pour autant que la présente ordonnance et les dispositions d'exécution supplémentaires visées à l'al. 2 n'en disposent pas autrement.

<sup>2</sup> Si nécessaire, le conseil de l'institut édicte des dispositions d'exécution supplémentaires relatives aux rapports de travail, dans le cadre de la LPers et de la présente ordonnance, sous réserve de l'approbation du Conseil fédéral.

<sup>3</sup> Le conseil de l'institut est l'autorité compétente au sens de l'art. 2 de l'ordonnance du 3 juillet 2001 sur le personnel de la Confédération (OPers)<sup>14</sup>. Il est également compétent pour prendre les décisions relatives à l'évaluation des fonctions et à la classification visées aux art. 52 à 54 OPers et pour fixer les indemnités conformément à l'art. 72 OPers.

<sup>4</sup> Les chargés de cours sont engagés sur la base d'un mandat, sous réserve d'un autre accord.

#### **Art. 17** Mobilité du personnel scientifique

L'institut encourage la mobilité du personnel scientifique au moyen d'une politique du personnel et d'une politique salariale appropriées.

#### **Art. 18<sup>15</sup>** Prévoyance professionnelle

Les personnes ayant des rapports de travail avec l'institut sont assurées auprès de la Caisse fédérale de pensions PUBLICA conformément à la législation applicable en la matière. L'institut est l'employeur au sens de l'art. 32b, al. 2, LPers<sup>16</sup>.

#### **Art. 18a<sup>17</sup>** Organe paritaire de la caisse de prévoyance

<sup>1</sup> Le conseil de l'institut règle la composition, la procédure d'élection et l'organisation de l'organe paritaire de la caisse de prévoyance de l'institut. Dans le cas des caisses de prévoyance communes, les employeurs doivent se concerter sur leurs réglementations.

<sup>2</sup> Seules peuvent être élues membres de l'organe paritaire des personnes compétentes et qualifiées pour l'exercice de leur tâche de gestion. Dans la mesure du possible, les sexes et les langues officielles doivent être représentés équitablement.

<sup>3</sup> Les indemnités versées aux membres de l'organe paritaire sont fixées par la Commission de la caisse de PUBLICA.

<sup>14</sup> RS 172.220.111.3

<sup>15</sup> Nouvelle teneur selon le ch. II 6 de l'O du 21 mai 2008 modifiant le droit fédéral à la suite du changement de régime de prévoyance de PUBLICA, en vigueur depuis le 1<sup>er</sup> juil. 2008 (RO 2008 2181).

<sup>16</sup> RS 172.220.1

<sup>17</sup> Introduit par le ch. 4 de l'annexe à l'O du 2 mai 2007 sur l'organe paritaire de la caisse de prévoyance de la Confédération (RO 2007 2235).

**Art. 19** Droits sur des biens immatériels

<sup>1</sup> A l'exception des droits d'auteurs, tous les droits sur des biens immatériels créés par des personnes ayant des rapports de travail avec l'institut, par des personnes dans l'exercice de leur activité au service de l'institut ou remplissant pour lui des obligations contractuelles, reviennent à l'institut.

<sup>2</sup> L'institut dispose des droits d'utilisation exclusifs des logiciels créés par des personnes ayant des rapports de travail avec lui, des personnes dans l'exercice de leur activité au service de l'institut ou remplissant pour lui des obligations contractuelles. L'institut peut convenir par contrat avec les ayants droit de se faire céder les droits d'auteur sur les autres catégories d'œuvres.

<sup>3</sup> Les personnes qui ont créé des biens immatériels au sens des al. 1 et 2 ont droit à une participation appropriée au bénéfice éventuel de leur exploitation.

**Section 2 Enseignants****Art. 20** Tâches des enseignants

<sup>1</sup> Les enseignants ont pour tâche de former des responsables de la formation professionnelle qualifiés et compétents dans leur domaine.

<sup>2</sup> Ils assurent la promotion de leur domaine de spécialisation par le biais de la recherche scientifique. Ils répondent de la diffusion et de la publication des résultats des recherches entreprises.

**Art. 21** Activités hors de l'institut

<sup>1</sup> Les enseignants peuvent, en plus de leurs activités d'enseignement, exercer en leur nom une activité professionnelle à titre d'experts, à leur compte et sous leur propre responsabilité.

<sup>2</sup> Pour exercer les activités visées à l'al. 1, les enseignants doivent, sur demande du directeur, avoir obtenu l'autorisation du conseil de l'institut où ils enseignent. L'autorisation leur est accordée pour autant que leurs activités ne soient pas contraires aux intérêts de l'institut.

<sup>3</sup> Lorsque les enseignants ont recours, dans le cadre d'activités externes rémunérées visées à l'al. 1, à des ressources de l'institut telles que le personnel, les installations informatiques, la bibliothèque ou le secrétariat, ils doivent dédommager l'institut. Le conseil de l'institut édicte des prescriptions à ce sujet.

**Art. 22** Engagement des enseignants

<sup>1</sup> Peut être nommée enseignant la personne qui a obtenu au minimum une licence ou un master dans une haute école et qui dispose de compétences dans le domaine de la pédagogie professionnelle.

<sup>2</sup> Peut également être nommée enseignant la personne qui dispose d'une qualification particulière, notamment celle qui a enseigné pendant plus de cinq ans dans le domaine de la formation professionnelle.

### Section 3 Collaborateurs scientifiques

#### Art. 23

<sup>1</sup> Les collaborateurs scientifiques effectuent des travaux de recherche et de développement pour soutenir les enseignants. Ils participent également à la fourniture de prestations générales.

<sup>2</sup> Ils doivent être titulaires d'un diplôme d'une haute école.

### Chapitre 5 Sauvegarde des intérêts de la Confédération

#### Art. 24<sup>18</sup> Surveillance

<sup>1</sup> L'institut est placé sous la surveillance du Conseil fédéral. Il entretient des relations avec le Conseil fédéral par l'entremise du DEFR.

<sup>2</sup> Le Conseil fédéral exerce sa fonction de surveillance et de contrôle en particulier par:

- a. la nomination des membres du conseil de l'institut et de sa présidente ou son président;
- b. l'approbation de la nomination de la directrice ou du directeur;
- c. la nomination de l'organe de révision;
- d. l'approbation du rapport de gestion et des comptes annuels;
- e. la supervision des objectifs stratégiques;
- f. la décharge octroyée au conseil de l'institut.

#### Art. 25<sup>19</sup> Objectifs stratégiques

<sup>1</sup> Le Conseil fédéral prescrit au conseil de l'institut les objectifs stratégiques que l'institut doit atteindre en termes de prestations et en tant qu'entreprise, en tenant compte des exigences générales de la politique de formation. Les méthodes et les critères qui doivent être appliqués pour déterminer si les objectifs ont été atteints sont fixés par la même occasion.

<sup>2</sup> La planification et la nature des objectifs stratégiques sont fonction du financement de la Confédération.

<sup>18</sup> Nouvelle teneur selon le ch. I de l'O du 11 nov. 2009, en vigueur depuis le 1<sup>er</sup> janv. 2010 (RO 2009 5933).

<sup>19</sup> Nouvelle teneur selon le ch. I de l'O du 11 nov. 2009, en vigueur depuis le 1<sup>er</sup> janv. 2010 (RO 2009 5933).



**Art. 26<sup>20</sup>** Compte rendu

<sup>1</sup> Le conseil de l'institut soumet au Conseil fédéral, au plus tard six mois après la clôture de l'exercice, les documents suivants:

- a. le rapport intérimaire sur la réalisation des objectifs stratégiques;
- b. le rapport de gestion;
- c. le rapport de vérification de l'organe de révision;
- d. le rapport du Contrôle fédéral des finances, si celui-ci a procédé à un contrôle de l'institut durant l'exercice écoulé.

<sup>2</sup> Le contenu du rapport de gestion est rédigé en conformité avec les art. 662 à 670 du code des obligations (CO)<sup>21</sup>, celui du rapport de révision en conformité avec l'art. 728*b* CO.

<sup>3</sup> La dernière année de la période administrative et dans la perspective du renouvellement des objectifs atteints, le conseil de l'institut rédige à l'adresse du Conseil fédéral un rapport supplémentaire détaillé sur les objectifs atteints ou non.

<sup>4</sup> Le DEFR porte ces documents et ces rapports à la connaissance de la Commission fédérale de la formation professionnelle. Celle-ci rédige un avis à l'adresse du Conseil fédéral.

**Art. 27** Données statistiques

L'institut fournit au DEFR ou aux services désignés par ce dernier tous les documents et toutes les données nécessaires à l'exécution de la loi du 9 octobre 1992 sur la statistique fédérale<sup>22</sup>.

**Art. 28** Biens immobiliers

<sup>1</sup> La Confédération peut mettre à la disposition de l'institut des locaux adaptés à l'accomplissement de ses tâches.

<sup>2</sup> L'utilisation de biens immobiliers de la Confédération est régie contractuellement entre la Confédération et l'institut et couvre les frais afférents.

**Chapitre 6 Finances et émoluments****Art. 29** Types de financement

<sup>1</sup> L'institut finance ses activités tout particulièrement par les divers moyens suivants:

- a. la contribution financière de la Confédération;
- b. les émoluments;

<sup>20</sup> Nouvelle teneur selon le ch. I de l'O du 11 nov. 2009, en vigueur depuis le 1<sup>er</sup> janv. 2010 (RO 2009 5933).

<sup>21</sup> RS 220

<sup>22</sup> RS 431.01

- c. les recettes provenant de la collaboration avec des tiers;
- d. d'autres ressources.

<sup>2</sup> La contribution financière versée par la Confédération permet à l'institut d'accomplir son mandat de prestations. Elle doit tenir compte de manière appropriée des possibilités d'autofinancement de l'institut.

<sup>3</sup> Le Conseil fédéral demande au Parlement l'octroi d'un plafond de dépenses pour la durée du mandat de prestations.

<sup>4</sup> De son côté, l'institut s'efforce activement d'obtenir des recettes et des fonds de tiers.

### **Art. 30** Trésorerie

<sup>1</sup> Afin d'assurer la solvabilité de l'institut dans l'accomplissement de ses tâches, la Confédération lui accorde des prêts aux taux d'intérêt du marché.

<sup>2</sup> L'institut place les montants excédentaires auprès de la Confédération. Les fonds qui ne proviennent pas de la subvention fédérale sont rémunérés aux taux d'intérêt du marché.<sup>23</sup>

<sup>3</sup> Les détails sont réglés par une convention passée entre l'institut et la Confédération.

### **Art. 31** Etablissement des comptes

<sup>1</sup> La comptabilité de l'institut renseigne intégralement sur le patrimoine, la situation financière et les résultats financiers de celui-ci.

<sup>2</sup> Elle est régie par les principes généraux de l'importance, de l'intelligibilité, de la continuité et du produit brut et doit être conforme aux normes de l'établissement des comptes énoncées dans la loi du 6 octobre 1989 sur les finances de la Confédération<sup>24</sup>.

### **Art. 32**<sup>25</sup> Bénéfice et réserves

<sup>1</sup> Le Conseil fédéral statue annuellement sur l'utilisation d'un éventuel bénéfice dans le cadre de l'approbation des comptes.

<sup>2</sup> Il peut décider d'affecter le bénéfice aux réserves.

<sup>3</sup> Les réserves servent à compenser les pertes et à financer les projets et les investissements planifiés.

<sup>23</sup> Nouvelle teneur selon le ch. I de l'O du 11 nov. 2009, en vigueur depuis le 1<sup>er</sup> janv. 2010 (RO 2009 5933).

<sup>24</sup> [RO 1990 985, 1995 836 ch. II, 1996 3042, 1997 2022 annexe ch. 2 2465 appendice ch. 11, 1998 1202 art. 7 ch. 3 2847 annexe ch. 5, 1999 3131, 2000 273 annexe ch. 7, 2001 707 art. 31 ch. 2, 2002 2471, 2003 535 3543 annexe ch. II 7 4265 5191, 2004 1633 ch. I 6 1985 annexe ch. II 3 2143. RO 2006 1275 art. 64]. Voir actuellement la loi du 7 oct. 2005 (RS 611.0).

<sup>25</sup> Nouvelle teneur selon le ch. I de l'O du 11 nov. 2009, en vigueur depuis le 1<sup>er</sup> janv. 2010 (RO 2009 5933).

<sup>4</sup> Si, durant la période du crédit cadre, les réserves dépassent ce qu'il est raisonnable d'attendre de l'institut ou si la nécessité d'un financement ou d'investissement planifiés n'est plus apparente, il y aura lieu d'en tenir compte lors de la fixation de la contribution financière de la Confédération.

### **Art. 33** Emoluments

<sup>1</sup> L'institut perçoit des émoluments pour les prestations qu'il fournit.

<sup>2</sup> Le conseil de l'institut peut dispenser du régime des émoluments les formations et les formations continues:

- a. qui sont importantes pour le pilotage de la formation professionnelle;
- b. qui sont effectuées en vue d'exercer une activité d'intérêt public.

<sup>3</sup> Le conseil de l'institut est chargé des tâches suivantes:

- a. fixer les tarifs afférents dans le règlement sur les émoluments, sous réserve de l'approbation du Conseil fédéral;
- b. déterminer dans le règlement sur les émoluments les cas où il convient de renoncer au prélèvement d'émoluments couvrant les frais, sous réserve de l'approbation du Conseil fédéral. Cela vaut notamment pour les taxes d'études relatives aux filières mentionnées aux art. 6 et 8.

<sup>4</sup> Pour le reste, les dispositions de l'ordonnance générale du 8 septembre 2004 sur les émoluments (OGEmol)<sup>26</sup> sont applicables.

## **Chapitre 7 Droit disciplinaire**

### **Art. 34**

<sup>1</sup> Les mesures disciplinaires sont:

- a. l'avertissement;
- b. l'avertissement avec menace d'exclusion des manifestations, des cours et des examens de l'institut;
- c. l'exclusion des manifestations, des cours et des examens de l'Institut.

<sup>2</sup> Le directeur de l'institut prononce l'avertissement. Le président du conseil de l'institut prononce l'avertissement avec menace d'exclusion des manifestations, des cours et des examens. Le conseil de l'institut prononce l'exclusion des manifestations, des cours et des examens.

<sup>3</sup> La personne concernée a notamment le droit:

- a. de consulter les dossiers;
- b. de demander sa comparution et son audition;
- c. de se défendre, seul ou aidée d'une personne la représentant.

<sup>26</sup> RS 172.041.1

<sup>4</sup> La décision d'une mesure disciplinaire est notifiée par écrit, dûment motivée, et mentionne les voies de droit.

## **Chapitre 8 Dispositions finales**

### **Section 1 Abrogation et modification du droit en vigueur**

#### **Art. 35** Abrogation du droit en vigueur

L'ordonnance du 7 septembre 1983 concernant l'Institut suisse de pédagogie pour la formation professionnelle<sup>27</sup> est abrogée.

#### **Art. 36** Modification du droit en vigueur

La modification du droit en vigueur est réglée en annexe.

### **Section 2 Dispositions transitoires**

#### **Art. 37** Création de l'institut

<sup>1</sup> L'institut est doté de la personnalité juridique le jour de l'entrée en vigueur de la présente ordonnance. Il remplace l'Institut suisse de pédagogie pour la formation professionnelle (ISPPF).

<sup>2</sup> A l'obtention de la personnalité juridique, il reprend les actifs et les passifs, les devoirs et les obligations de l'ISPPF. Le transfert, de même que les inscriptions requises, sont exempts de tout impôt et émoluments.

<sup>3</sup> Le DEFR prend les mesures suivantes:

- a. il avalue l'inventaire des actifs, des passifs, des droits et des obligations ainsi que les obligations, les conditions et les servitudes qui y sont obligatoirement liées;
- b. il prépare l'approbation par le Conseil fédéral du bilan d'ouverture de l'institut;
- c. il prend toutes les autres mesures requises par le transfert.

#### **Art. 38** Transfert des rapports de travail

<sup>1</sup> Les rapports de travail du personnel de l'ISPPF sont transférés à l'institut dès l'entrée en vigueur de la présente ordonnance. Est réservée la nomination du directeur visée à l'art. 10, al. 2.

<sup>2</sup> Les éventuels déficits de la caisse de pension sont pris en charge par l'institut.

<sup>27</sup> [RO 1983 1251, 1993 879 annexe 3 ch. 6, 1998 1822 art. 24 al. 1 let. b, 2001 979]

**Art. 39** Qualification complémentaire du personnel

<sup>1</sup> Le personnel qui ne répond pas aux exigences d'engagement visées à l'art. 22 de la présente ordonnance doit acquérir les qualifications manquantes dans les cinq années consécutives au transfert.

<sup>2</sup> Le conseil de l'institut fixe les modalités de la qualification complémentaire.

**Art. 40** Transfert des filières de formation

Quiconque a commencé une filière d'études avant l'entrée en vigueur du chap. 2 de la présente ordonnance peut l'achever jusqu'en 2009 selon le droit en vigueur.

**Art. 41** Biens immobiliers

D'ici à 2011, la Confédération met à la disposition de l'institut les biens immobiliers actuels à Zollikofen, Lugano et Lausanne.

**Section 3** Entrée en vigueur**Art. 42**

<sup>1</sup> Sous réserve des al. 2 et 3, la présente ordonnance entre en vigueur le 1<sup>er</sup> janvier 2007.

<sup>2</sup> Les dispositions du chap. 2 entrent en vigueur le 1<sup>er</sup> octobre 2006. L'ISFPF prend les mesures nécessaires pour autant que les organes de l'institut visés par l'al. 3 ne soient pas compétents.

<sup>3</sup> Les art. 10 à 12 de la présente ordonnance entrent en vigueur le 30 septembre 2005. Les organes de l'institut sont mandatés et autorisés à effectuer les préparatifs liés à la création de l'institut.

*Annexe*  
(art. 36)

## **Modification du droit en vigueur**

Les ordonnances mentionnées ci-après sont modifiées comme suit:

...<sup>28</sup>

<sup>28</sup> Les mod. peuvent être consultées au RO **2005** 4607.